

## Burundi : Grognes contre les retenues salariales pour financer des élections

PANA, 13 janvier 2018 Bujumbura, Burundi - Les deux principales Confédérations des syndicats du Burundi (COSYBU) et des syndicats libres du Burundi (CSB) ont réclamé un dialogue avant la mise en application effective d'une ordonnance conjointe des ministères de l'Intérieur et des Finances portant retenue sur salaire comme contribution des quelque 100.000 fonctionnaires de l'Etat à la caisse des prochaines élections générales de 2020, a-t-on appris, samedi, de leur appel au gouvernement.

Les mêmes fonctionnaires de l'Etat grognaient encore depuis que le gouvernement a décidé, en 2016, de geler les salaires, dans le cadre d'une série de mesures austéritaires généralisées. Les retenues à la source, selon le décret, de chaque fonctionnaire de l'Etat, sont supposées commencer dès ce mois de janvier et resteront de rigueur jusqu'en décembre 2019, selon la même ordonnance. D'autres catégories socioprofessionnelles, comme celles du monde paysan, devront s'acquitter d'un forfait annuel de 2.000 francs burundais (autour d'un dollar américain). L'ordonnance s'applique aussi bien aux étudiants qu'aux jeunes "en âge de voter" qui doivent réunir, individuellement, un forfait de 1.000 francs par an (0,5 dollar) pour contribuer également à la caisse des élections. Plusieurs personnalités politiques du pays se sont déjà acquittées, individuellement ou collectivement, de leurs parts à la caisse des prochaines élections, à commencer par le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, qui a donné près de 3.000 dollars américains. Le président burundais a encore récemment annoncé qu'il allait se plier à l'ordonnance, en cédant la part annuelle équivalente à la totalité du salaire mensuel, dans le cas des dignitaires et autres fonctionnaires de l'Etat touchant au-delà d'un million de francs burundais, l'équivalent de 517 dollars américains, pour renflouer la caisse des élections. Le mot d'ordre général est de compter avant tout sur les moyens propres depuis que les principaux partenaires techniques et financiers traditionnels du pays ont boudé les précédentes élections de 2015, jugées contrairement aux normes internationales d'équité et de transparence. Les dernières contributions en date ont été versées, à grande publicité médiatique, ont eu lieu, vendredi, de la part du personnel du ministère de l'Intérieur pour un montant de 4 millions de francs burundais, soit l'équivalent de 24.571 dollars américains. Le personnel de la présidence de la République vient, pour le moment, en tête des contributeurs volontaires pour un montant d'un peu plus de 50 millions de francs burundais (28.517 dollars). La Commission électorale nationale indépendante (CENI) n'a toutefois pas encore fixé le niveau des montants nécessaires à l'organisation des prochaines élections. Les précédentes élections générales de 2015 avaient coûté budgétisées à hauteur de 40 millions de dollars américains, y compris les donations extérieures. Réagissant, samedi, à la grogne syndicale, le ministre de l'Intérieur et de la Formation patriotique, Pascal Barandagiye, a accepté la demande de dialogue qui ne doit toutefois pas remettre en cause la volonté du peuple burundais «à soutenir la démocratie», comme le veut, par ailleurs, la Constitution, a-t-il insisté. Le ministre de l'Intérieur s'active encore pour la discussion du référendaire sur une nouvelle Constitution amendée, en prélude aux prochaines élections générales. Parmi les principaux enjeux, au centre de la révision de la Constitution de 2005, figurent la fixation du mandat présidentiel à sept ans, au lieu de cinq ans habituellement, et la création d'un poste nouveau de Premier ministre, chef de gouvernement. La Commission électorale nationale indépendante programme le référendum populaire sur la nouvelle Constitution amendée pour le mois de mai prochain, le jour exact restant à préciser par voie de décret. Le référendum divise la classe politique nationale, le gouvernement estimant que c'est une question de «souveraineté nationale» que de la mettre à jour, l'opposition trouvant que le moment n'est pas opportun pendant que subsiste le contentieux autour des élections de 2015, émaillées de violences.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});